

NOTRE CLIMAT CHANGE DANGEREUSEMENT

La température moyenne sur Terre augmente à une vitesse sans précédent. Depuis l'époque pré-industrielle, elle a gagné 1.2°C ! Ce phénomène génère des événements climatiques extrêmes plus fréquents et plus intenses, tels que des tempêtes, inondations, sécheresse, incendies et canicules ainsi que la montée des eaux et la fonte des glaces polaires et du pergélisol.

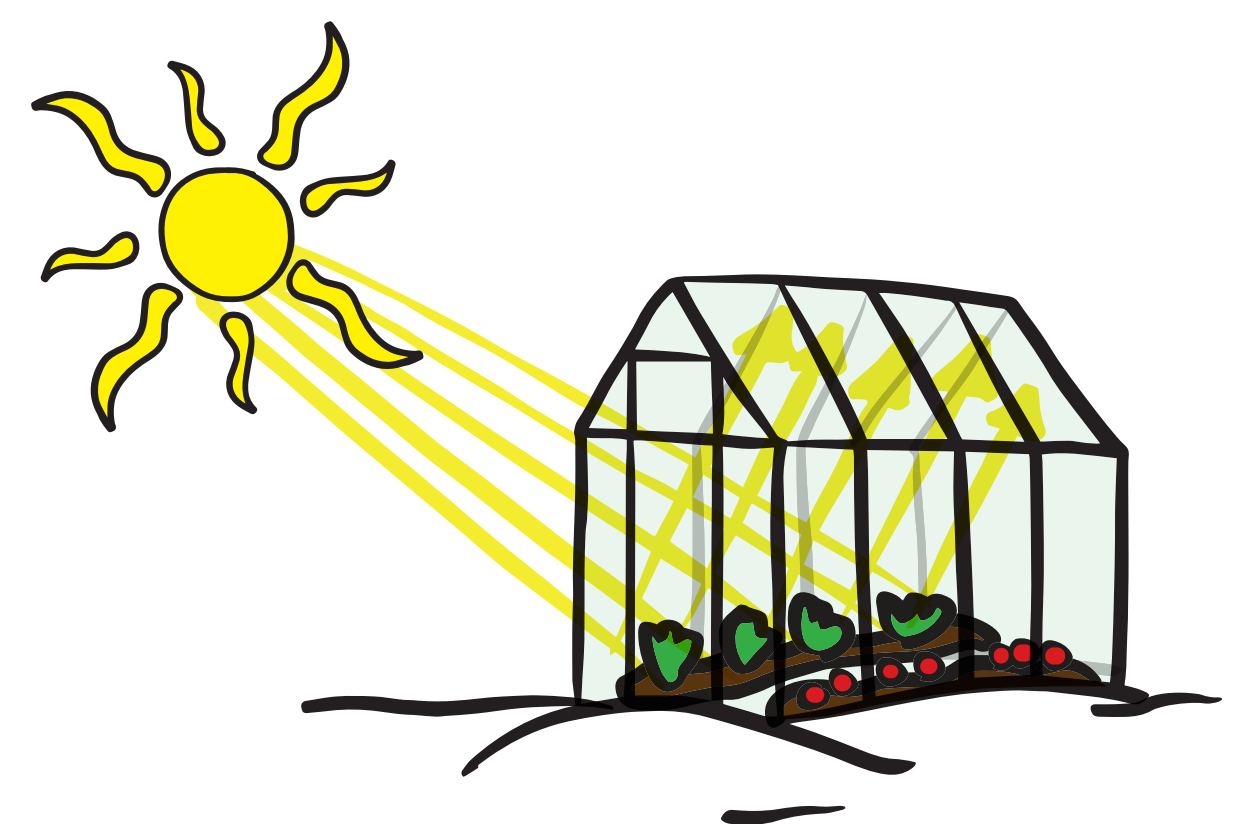
L'augmentation de la température n'est pas distribuée de manière homogène, les régions polaires et continentales sont les plus touchées. **En Suisse par exemple, les températures ont augmenté de 2.4°C**, soit deux fois la moyenne mondiale.



Le Mont Cervin, 4478 mètres, situé dans les Alpes à la frontière italo-suisse. Les glaciers ont perdu 60% de leur volume depuis 1950. En basses altitudes, le nombre de jours de neige a diminué de moitié depuis 1970. [source : national centre for climate services]

Les gaz à effet de serre retiennent la chaleur du soleil et ainsi réchauffent la planète. Leur augmentation dans l'atmosphère est principalement causée par la combustion d'énergies fossiles.

Les pays où ces énergies sont le plus consommées ne sont pas forcément ceux pour lesquels la consommation est la plus élevée par habitantes et habitants, ni ceux qui en bénéficient le plus. Ainsi, les moyens de réduire la consommation mondiale d'énergie fossile diffèrent entre nations et acteurs. La coopération internationale est primordiale.



Le changement climatique est une menace existentielle pour les populations humaines et les écosystèmes.

Il est trop tard pour l'empêcher mais il y existe des solutions pour atténuer son accélération et permettre d'inverser la tendance sur le long terme. Les coûts économiques et sociétaux d'une inaction climatique excèdent de loin les coûts de n'importe quelle mesure qui commencerait maintenant.

Le Groupe d'expertes et experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Le GIEC a été constitué par l'ONU en 1988 pour quantifier le changement climatique et ses impacts actuels et futurs. Le premier groupe de travail explique les bases scientifiques du changement climatique, le deuxième aborde ses impacts, les adaptations possibles et leurs difficultés, le troisième se concentre sur les possibilités d'atténuation du changement climatique. Leur dernier rapport (AR6) a été publié en 2022 et la synthèse de leur travaux (SYR) en 2023.

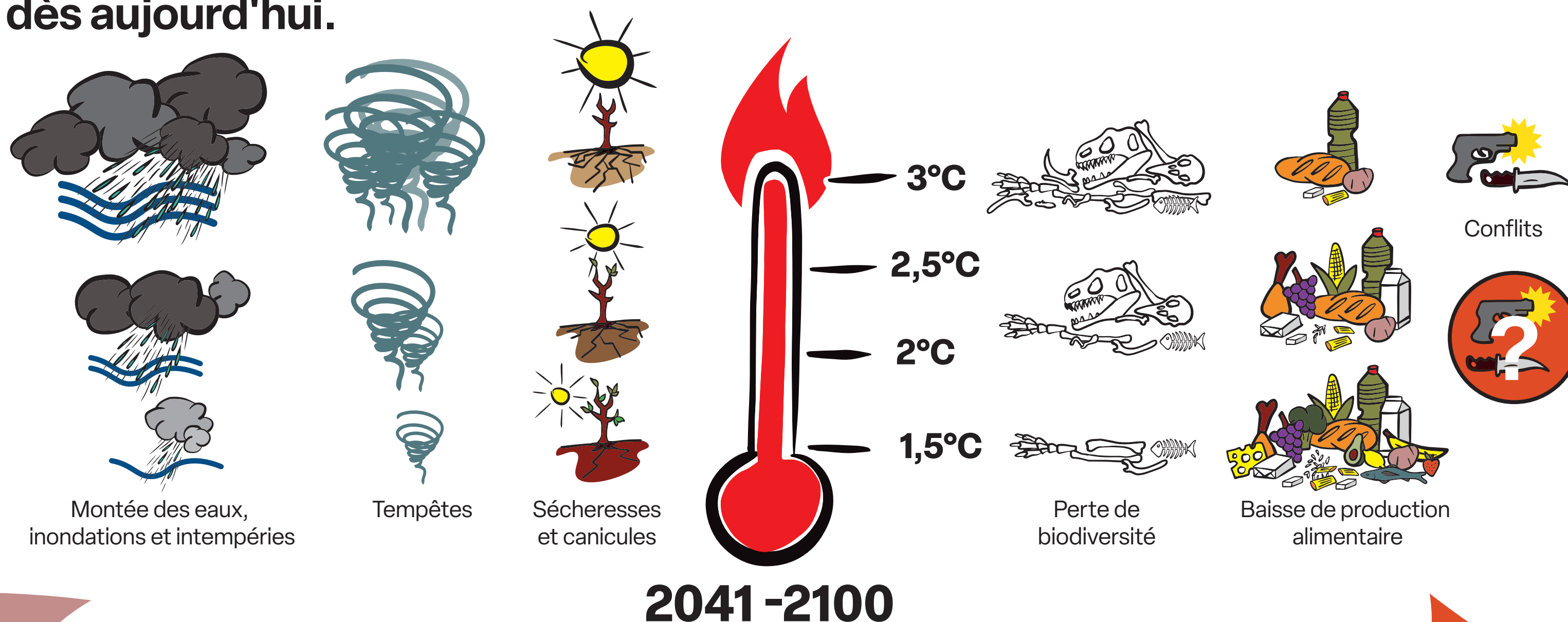
Outre les principaux auteurs et autrices, des centaines d'experts et expertes ont été chargés d'évaluer des sujets spécifiques, et des milliers d'autres ont examiné les rapports. Ce processus a permis de résumer les connaissances scientifiques actuelles de manière approfondie, objective, transparente et représentative.

Un collectif de collaboratrices et collaborateurs UNIL, avec le soutien du Centre de compétences en durabilité de l'Université de Lausanne et de l'Académie des sciences, en résume les grandes lignes dans ces affiches.



NOTRE FUTUR DANS UN CLIMAT CHANGEANT

Le GIEC décrit plusieurs scénarios de changement climatique, comparés aux températures préindustrielles : un scénario optimiste qui limite l'augmentation des températures à +1,5°C d'ici à 2100, objectif de l'Accord de Paris, un scénario intermédiaire à +2°C, un scénario prolongeant la trajectoire actuelle avec +2.7°C, et des scénarios avec des températures encore supérieures. **La probabilité qu'un scénario ou un autre se réalise dépend des mesures d'atténuation qui sont prises dès aujourd'hui.**



2021 - 2040

Risques à court terme

Le réchauffement minimal que nous subirons est de 1.5°C et sera déjà extrêmement problématique pour l'humanité et les écosystèmes dont nous dépendons. Avec l'augmentation de la fréquence, intensité et durée des événements météorologiques extrêmes, beaucoup d'écosystèmes seront détruits de manière irréversible. Des populations humaines sont déjà forcées à migrer en conséquence du changement climatique et le nombre de réfugié(e)s climatiques augmentera considérablement à l'avenir.



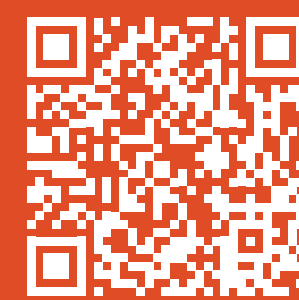
Environ 1 milliard de personnes seront directement menacées par l'augmentation du niveau de la mer d'ici 2050 et environ 3 milliards seront vulnérables.

2041 - 2100

Risques à moyen et long terme

Les conséquences sur les écosystèmes et les sociétés seront de plus en plus graves à partir de 2040. Avec une augmentation de 1,5°C à 2°C, le risque d'extinction d'espèces double, et avec une augmentation entre 2°C à 3°C, il sera multiplié par 10. Le changement climatique va progressivement réduire la production de nourriture et favoriser les espèces invasives et les maladies. Avec un tel degré de réchauffement, les impacts des extrêmes climatiques comme les sécheresses, favorisent le déclenchement de conflits armés et les migrations forcées.

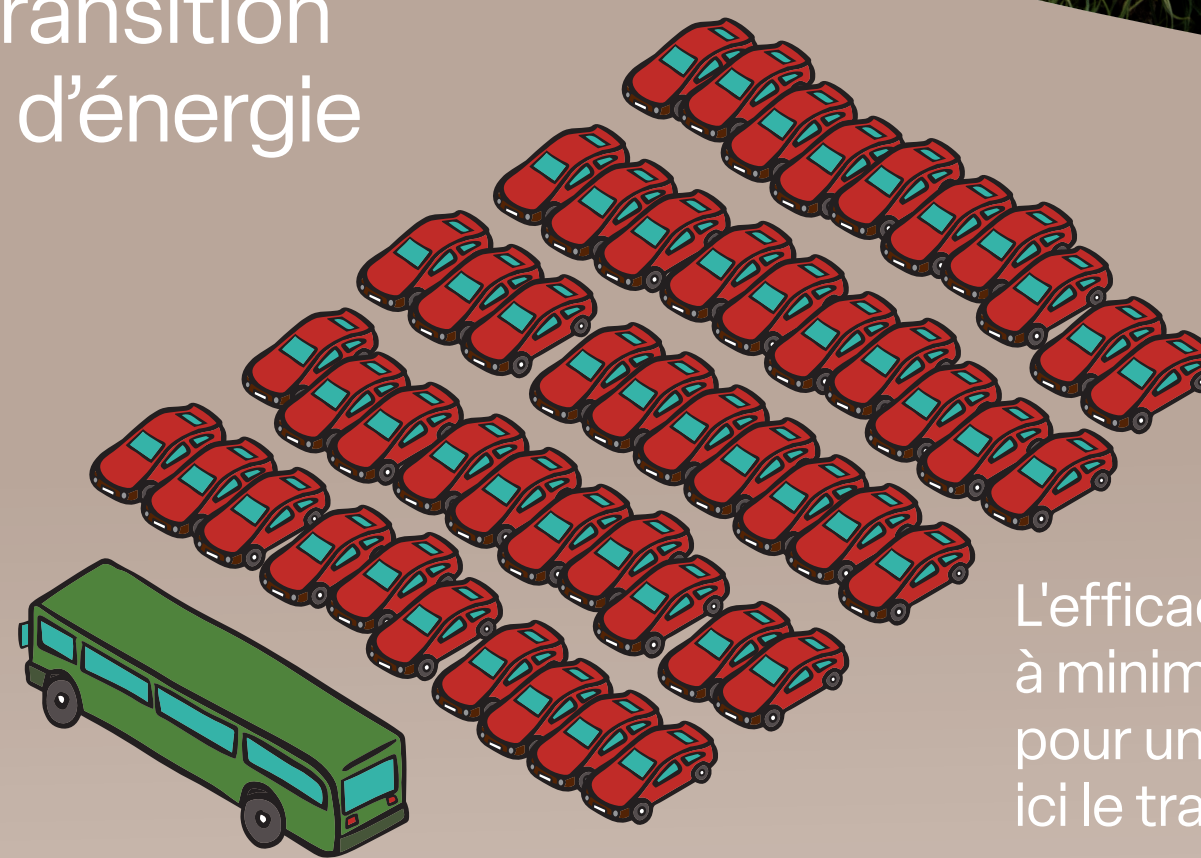
Les points de basculement du système climatique sont des seuils critiques qui, lorsqu'ils sont franchis, **amènent à des changements importants et irréversibles**. Plusieurs de ces seuils ont peut-être déjà été franchis et d'autres comme la mort des récifs coralliens et la fonte du pergélisol deviennent très probables entre 1.5°C et 2°C de réchauffement.



Pour s'adapter de manière efficace, nous devons comprendre les risques et dangers du changement climatique, et appliquer des mesures pour les réduire à temps. **Plus nous agissons tôt, plus ces mesures seront efficaces et moins le changement climatique sera important.**

COMMENT CHANGER LA TRAJECTOIRE ACTUELLE ?

Tous les scénarios de réduction des émissions comprennent trois éléments principaux: La transition des énergies fossiles aux énergies renouvelables, la recapture du CO₂ par l'aménagement du territoire, et la réduction de notre consommation énergétique. La production des énergies renouvelables est maintenant financièrement abordable, mais la transition énergétique sans réduction de notre consommation d'énergie ne sera pas suffisante.



L'efficacité énergétique consiste à minimiser l'énergie consommée pour un service rendu identique, ici le transport de 50 personnes.

Plus nous diminuons rapidement les émissions de gaz à effet de serre (GES), plus faibles seront les conséquences du changement climatique. Pour maintenir le réchauffement climatique sous les +1.5°C en 2100, les émissions de GES devront être réduites de moitié en 2030. Pour le limiter à +2°C, ces émissions devront être réduites d'un tiers en 2030. **Ces deux scénarios nécessitent que le pic des émissions soit atteint d'ici à 2025 et d'atteindre le "zéro émission nette" en 2050.** Zéro émission nette signifie que toutes les émissions humaines de CO₂ restantes devront être retirées de l'atmosphère.

Une coopération financière internationale est indispensable pour garantir à tous les pays la possibilité de participer à la transition énergétique et s'adapter au changement climatique. Il est estimé que l'Europe doit multiplier par un facteur de 2 à 3 d'ici à 2030 le montant de ses investissements pour réduire ses niveaux d'émissions de GES.

Le coût de l'atténuation est faible en comparaison de l'immense coût humain, social et économique de l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Le changement climatique et la perte de biodiversité sont interconnectés

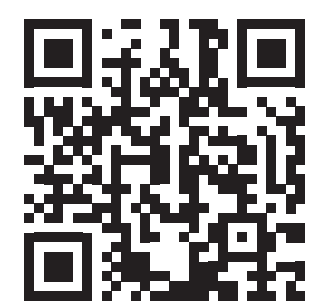
Le changement climatique augmente les risques pour la biodiversité et les habitats naturels, tandis que ces écosystèmes et leur biodiversité jouent un rôle clé dans la recapture des gaz à effet de serre. Leur protection et la renaturation sont alors primordiales dans l'atténuation du changement climatique.

Ces mesures d'atténuations sont non seulement réalisables, mais aussi très efficaces. Dix-huit pays ont déjà commencé à réduire leurs émissions de GES sur une période de dix ans par la décarbonation des sources d'énergie, l'augmentation de l'efficacité de la consommation d'énergie, et une réduction de la demande en énergie grâce à des mesures politiques et économiques.

LE RAPPORT DU GIEC S'ADRESSE AUX POLITIQUES

Le dernier rapport complet du GIEC compte des milliers de pages détaillant les conséquences de différents scénarios climatiques et des moyens pour limiter le réchauffement planétaire. **Ces rapports très denses sont adressés aux décideuses et décideurs politiques à qui des versions résumées avec des recommandations ont été fournies.**

Réorienter notre trajectoire actuelle vers un scénario climatique aux coûts économiques, sociaux et environnementaux minimaux, nécessite une coordination entre tous les actrices et acteurs concerné(e)s, au niveau local et international. L'engagement des décideuses et décideurs politiques est crucial car ils et elles ont une forte influence sur les conditions requises pour modifier la trajectoire du réchauffement climatique.



Les conditions nécessaires permettant la réalisation des scénarios du GIEC les plus favorables :

- Financement des mesures d'atténuation du réchauffement climatique
- Innovation technologique
- Capacité à promouvoir et à mettre en œuvre des politiques
- Gouvernance à plusieurs échelles (du local à l'international)
- Changement de comportement sociétal, mode de vie et consommation d'énergie

Qui sont les décideuses et décideurs politiques en Suisse ?

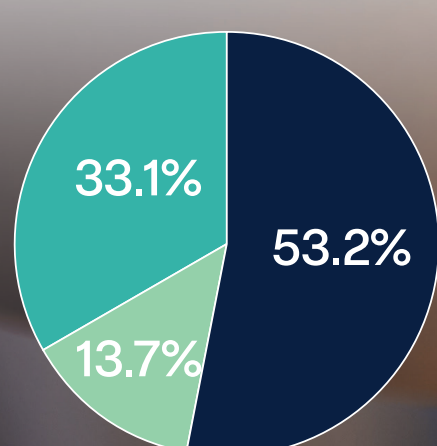
Le gouvernement prépare les textes de loi et de réglementation, mais ce sont les citoyennes et citoyens qui élisent leurs représentantes et représentants, et influencent la façon dont elles et ils gouvernent en proposant ou acceptant des amendements de la Constitution, et en votant les lois soumises au référendum.

Les institutions non étatiques telles que les banques, ONGs et entreprises privées, **affectent également le fonctionnement politique** en influençant directement ou indirectement les pouvoirs législatifs, exécutifs et les partis politiques. Elles et ils peuvent également affecter notre capacité à mettre en œuvre des mesures en façonnant notre environnement économique, financier et socioculturel.

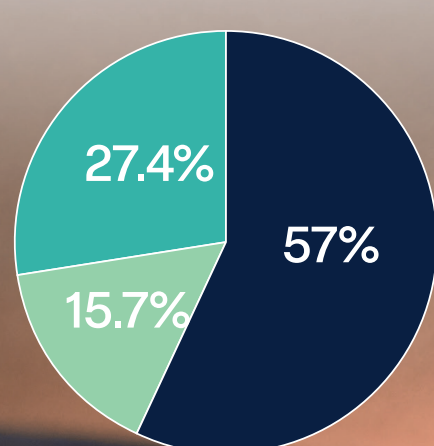
CHRONOLOGIE DES VOTES SUISSES EN LIEN AVEC LE CLIMAT:

Les votations cantonales et communales sont des leviers importants par lesquels des mesures peuvent être prises malgré un refus au niveau fédéral. De plus, elle permettent souvent de voter sur des objets très concrets.

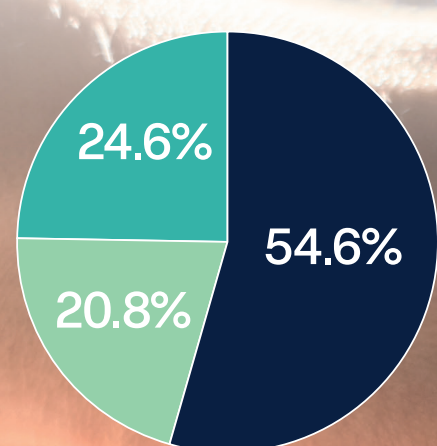
Les résultats étaient très serrés dans les deux dernières votations suisses liées au climat et à la biodiversité. Dans ces cas-là, le taux de participation parmi les votantes et votants peut faire basculer le résultat. Nos voix comptent.



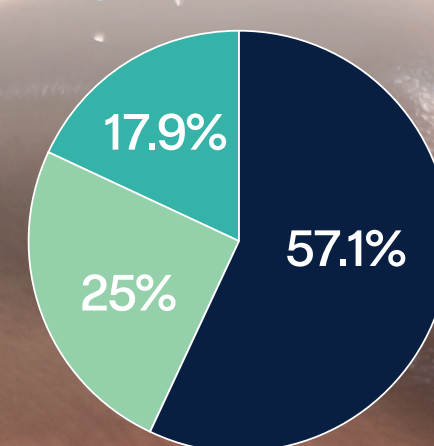
05.06.2016
«Pour un financement équitable des transports»



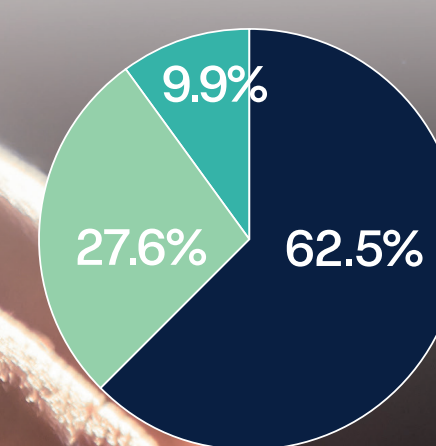
25.09.2016
«Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)»



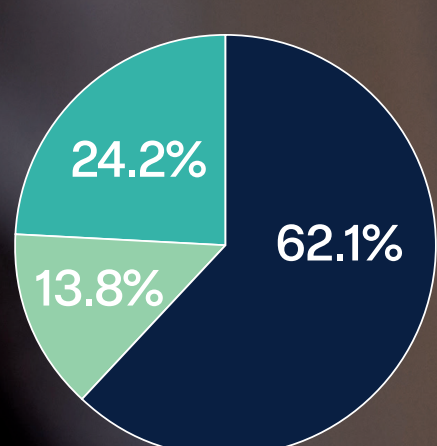
27.11.2016
«Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire» (Initiative «Sortir du nucléaire»)



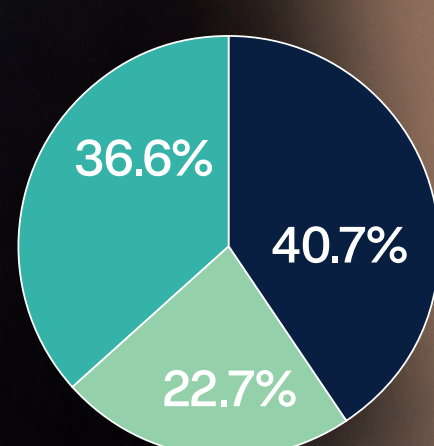
21.05.2017
Loi du 30.09.2016 sur l'énergie (LEne)



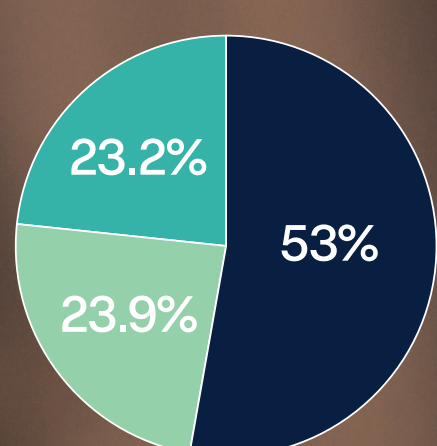
23.09.2018
Arrêté fédéral du 13.03.2018 concernant les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres



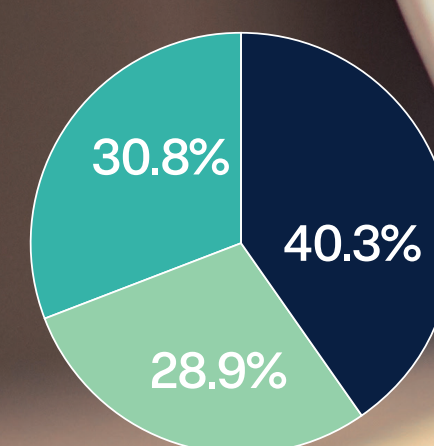
10.02.2019
«Stopper le mitage - pour un développement durable du milieu bâti (initiative contre le mitage)»



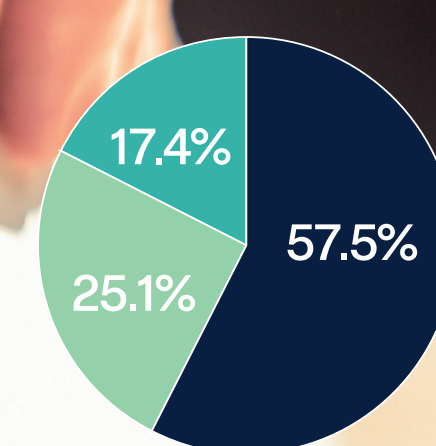
27.09.2020
Modification du 27.09.2019 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Loi sur la chasse, LChP)



29.11.2020
Initiative populaire du 10.10.2016 «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement»



13.06.2021
Loi fédérale du 25.09.2020 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (loi sur le CO2)



18.06.2023
Loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique.

● Absention ou vote blanc ● OUI ● NON

avec le soutien de:

Unil
UNIL | Université de Lausanne

académies suisses des sciences

LE POUVOIR CITOYEN

Nous avons du pouvoir.

Les citoyennes et citoyens européen(ne)s contribuent de manière disproportionnée aux émissions de CO₂ par leurs habitudes de consommation et leurs placements financiers. Nous avons donc aussi un énorme potentiel de financement et de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Et si, au lieu de nous sentir coupables, nous utilisons ce pouvoir pour créer le changement ?



Comment pouvons-nous utiliser notre pouvoir pour atténuer et réduire le changement climatique ?

Les rapports du GIEC sont destinés aux décideuses et décideurs politiques, qui sont à leur tour influencé(e)s par les préférences des gens - si elles sont exprimées ! Il existe de nombreux moyens d'exprimer ses préférences politiques : l'élection de représentantes et représentants politiques et la démocratie directe en Suisse mais aussi en manifestant, militant ou en s'engageant soi-même en politique, dans le monde associatif ou dans des collectifs de protection du climat ! La façon dont nous dépensons notre argent influence également l'industrie et les actrices et acteurs concerné(e)s, et peut en modifier les fonctionnements néfastes. Consommer moins reste souvent la meilleure solution.

Réduire l'empreinte carbone individuelle est nécessaire mais ne suffira pas à elle seule. Nous devons apporter des changements systémiques à la société et à l'industrie pour atténuer le changement climatique.

Les actrices et acteurs non étatiques ont un rôle croissant à jouer pour rendre possibles des changements durables. Les mouvements sociaux sont de puissants agents catalyseurs, et les mouvements populaires contribuent à faciliter la transition. Il est essentiel de plaider en faveur des politiques climatiques, parallèlement au changement de mode de vie et de comportement.



Réduire l'énergie consommée



Recycler et réutiliser



Éduquer et s'informer



Financer les mesures éco-responsables



Militer, manifester et agir



Exprimer son opinion politique

POLITIQUE

INDUSTRIE

CITOYEN·NES

Régulation

Consommation

Votations,
Engagements

Nous avons le droit d'exprimer nos opinions politiques de manière active et imaginative, en manifestant, en votant, par l'entraide, par l'art... Revendiquons notre pouvoir, organisons-nous, et changeons ensemble notre trajectoire climatique !